

# Ici, Ensemble

Le journal de l'amitié politique entre les habitants du pays

~ Editorial ~



## *De nouveaux chemins pour une politique du côté des gens sont possibles, pour ici et maintenant.*

### *1- D'autres possibles :*

Nous avons construit ce numéro de "Ici, Ensemble" autour de gens qui bâtissent patiemment et avec obstination leurs propres chemins politiques.

Chemins qui ne sont pas ceux de l'Etat (institutions, partis, syndicats, associations...) et de l'intérêt de quelques-uns, mais des chemins nouveaux dont les penseurs et les acteurs sont les gens eux-mêmes : ceux qui décident d'en être, de "s'y mettre". Gens "ordinaires" qui osent penser les situations d'aujourd'hui et leurs transformations possibles, et proposer à tous de faire la même chose, donc d'intervenir, de pratiquer une politique "pour tous".

Vous verrez qu'il n'y a pas là d'attente particulière envers un candidat ou un parti quelconque : au contraire nous sommes convaincus que la seule nouveauté du côté des gens viendra de ce que les gens eux-mêmes seront capables de faire, ensemble. Cela explique notre relatif éloignement par rapport au faux espoir que représenteraient les "grandes manifestations de mécontentement" : posons avant tout ce que nous voulons, nos convictions et principes pour tous et travaillons à les faire avancer !

C'est ce que certains ont appelé dans des réunions : "tisser des liens entre nous", le "nous" étant des habitant(e)s des quartiers populaires, des enseignant(e)s, des jeunes, des ouvrier(e)s avec ou sans-papier, français ou d'autres nationalités... Notre souci commun n'est pas les places, mais le pays, ce

qu'il devient : un pays pour tous, où chacun compte, ou un pays où seuls les "puissants" comptent ?

"Tisser des liens entre nous" : il faut aussi l'entendre dans le sens que ce n'est pas la collection des revendications de chacun qui permettra de faire une force face à la désastreuse politique de l'Etat. Mais une politique portée par les gens eux-mêmes, pour tous.

### *2- Principes et convictions :*

Les droits pour tous ; le respect de chacun pour ce qu'il est ; l'égalité à pratiquer et à imposer ; la reconnaissance que ce pays -la France- est le pays de tous ceux qui y vivent ; la cessation de l'humiliation policière dans les quartiers populaires ; œuvrer à une politique de paix contre les tensions et la violence que l'Etat impose... Voilà autant de convictions et de principes que nous érigeons en point d'épreuve pour la politique que nous proposons.

C'est le sens des articles suivants : que ce soit une rencontre avec des habitants de quartiers populaires qui parlent de l'école, de la police, du respect... ou que ce soit des ouvrier(e)s sans-papiers et leurs amis qui élaborent ensemble et proposent à tous une réponse politique à la question de l'expulsion et de la persécution policière.

### *3- S'organiser de manière nouvelle :*

L'Etat devient un Etat sans peuple dans le sens où il marque sa séparation d'avec les gens,

*Suite en page 2*

d'avec ce qui leur arrive (souvent avec violence : lois, police, justice...).

Ainsi, l'Etat ne constitue pas le centre de notre pensée. Bien sûr, nous sommes confrontés à sa politique, nous l'analysons, nous réfléchissons à ce qu'elle signifie, aux mutations de l'Etat lui-même. Mais nous restons à distance, au sens où nous ne cherchons pas à prendre l'Etat ou à y entrer.

Il nous arrive de prescrire sur l'Etat (par exemple, sur le rôle de la police, sur l'abrogation du CESEDA....) et de discuter avec certains de ses

représentants. Cela peut se donner sur un point très précis (par exemple : l'expulsion, ou la police sur les marchés populaires...) mais le point de départ, c'est toujours le « entre nous », lieu collectif de la politique, articulé au « pour tous », principe d'universalité.

Chacun compte : Si on ne fait pas soi-même ce que l'on pense devoir faire, si on ne dit pas ce que l'on pense, personne d'autre ne le fera.

*Jean-Louis*

---

## ***Quartiers populaires, police, école : discussion autour d'un autre possible.***

**LES PROPOS QUI SUIVENT SONT EXTRAITS D'UNE RENCONTRE ENTRE DES HABITANTS DU QUARTIER REYNERIE ET DES AMIS POLITIQUES VENUS DE PARIS.**

### ***DESSERRER L'ETAU POLICIER :***

Natacha :

Bonjour : A Paris, nous avons besoin de commencer un travail dans les cités. Nous sommes intéressés par la façon dont vous procédez ici, dont vous intervenez dans les cités.

A Paris, la situation est très dure, c'est très tendu avec la police. C'est Gaza, vraiment. Ici, je sais que vous êtes intervenus à plusieurs reprises et que vous avez mené un travail important sur cette question de l'occupation policière, avec un certain succès.

Zoubida :

Si on n'intervenait pas, ici aussi ce serait comme ça. Mais on ne laisse pas faire les choses. On veut à tout prix éviter ces murs, cet encerclement du quartier par la police.

Dès qu'il y a une force policière, des contrôles policiers massifs, comme par exemple sur les marchés, ou le matin aux ronds-points pour arrêter les ouvriers sans-papiers dans les camionnettes de chantier, on intervient, on y va, avec nos tracts, et on appelle les gens à y venir avec nous. On n'est pas là pour se battre, mais quand on occupe le terrain, ils se retirent. Si on laissait faire, nous aussi on serait envahis.

Fatima :

Nous, habitants, on est révoltés par ce qui se passe. Maintenant, je trouve que les parents ont tendance à

descendre, à dire aux jeunes : « Arrêtez, ça suffit on en a ras le bol » .

Par contre, on ne peut pas approcher la police pour lui dire : « *Si vous voulez qu'on calme les jeunes, calmez-vous aussi.* » Dans ces cas-là, ils ont tendance à nous humilier. C'est le mot qui revient. Ils nous disent : « *Ce n'est pas votre problème, rentrez chez vous.* »

Par exemple, l'autre fois, ils couraient après un jeune dans les coursives, et d'autres jeunes leur couraient après. C'était comique. Je suis sortie et je les ai regardés faire. J'ai demandé ce qui se passe. Un policier m'a dit : « *Rentrez chez vous, vous n'avez rien à faire là.* » J'ai répondu : « *Chez moi, c'est ici aussi. La coursive, c'est aussi chez moi.* » Et je suis restée. Alors il est resté à côté de moi. Mais je n'ai pas bougé. Ce n'est pas à lui à me dire où c'est chez moi ! Il est où le respect ?

Jean-Louis

C'est nouveau, ce que tu signales, que les parents commencent à descendre.

Fatima :

Je ne peux parler que pour mon immeuble à Dindy, mais là oui, ça commence vraiment à se faire.

Jean-Louis :

Cette question de l'humiliation, on en a vu toute l'importance aux réunions de quartier, la façon dont les gens l'ont repris, chacun ajoutant son exemple. Nicolas, l'éducateur, a bien expliqué les ravages

*Suite en page 3*

que ça peut provoquer chez certains jeunes ; pour lui, l'attitude de ces jeunes qui ont intégré la prison dans leur itinéraire, comme un élément inévitable, s'explique aussi par cette humiliation que subissent les habitants des quartiers, du fait de la police, mais pas seulement. Leur chemin est tracé, mais pas par eux, par la police, par les institutions...

La nouveauté dans cette réunion, c'était la prise de conscience en positif de cette humiliation par les habitants. Plusieurs pères notamment ont affirmé leur volonté de s'engager pour les enfants, pour ne pas laisser les jeunes faire n'importe quoi, pas seulement leurs enfants, mais l'ensemble des enfants du quartier.

C'était l'idée que les adultes du quartier sont responsables des jeunes du quartier et qu'ils doivent leur montrer qu'ils sont là et leur donner les limites. Ils vivent ce qui arrive aux jeunes des quartiers, cette impasse où ils se trouvent, comme une humiliation complète et commencent un peu à lever la tête là-dessus.

#### Fatima :

Je peux donner l'exemple d'une voisine qui a commencé à intervenir. Elle intervient pour tous les enfants, pas seulement pour son fils. Quand elle voit les policiers demander les papiers ou embêter les jeunes, elle descend, elle leur demande ce qu'ils veulent, pourquoi ils font ça. Elle leur crie d'arrêter par la fenêtre et elle descend. Son mari lui dit de se taire, ses enfants lui disent que ça ne la regarde pas, qu'il ne faut pas s'en mêler, mais elle continue. C'est extraordinaire venant de sa part. Elle n'était pas comme ça. Mais maintenant, elle dit aux autres mamans : « *Vous aussi, venez avec moi* ».

Pour l'instant il n'y a pas beaucoup qui le font, mais quand même je trouve que de plus en plus de parents ont le sentiment qu'ils ont laissé faire, et maintenant ils réagissent. Ce qui a changé aussi, c'est que maintenant, ils ont plus peur des forces de l'ordre que des jeunes du quartier. Ils calment les jeunes et essaient de calmer la police aussi mais ça ne marche pas, la police les envoie balader.

#### Fatima B. :

J'ai entendu parler des mamans qui commencent à intervenir, et pour moi, c'est un phénomène nouveau. Quand je suis arrivée dans le quartier, il y a quelques années, j'ai été choquée justement du fait que les adultes n'intervenaient pas.

Mais je dois dire qu'il est normal que les parents aient peur des forces de l'ordre, parce que la police fait des choses anormales : par exemple, à plusieurs reprises, ils ont envoyé des grenades lacrymogènes à la sortie des écoles, à 16 heures 30. On était là les

parents, les instits et les enfants. Ils ne tiennent pas compte des gens du quartier, ils ne font pas du tout attention aux petits enfants qui vivent toute cette violence.

Ces cas-là ont révolté les parents.

### ***S'organiser :***

#### Jean-Louis :

A mon avis, plusieurs facteurs sont réunis pour expliquer cette nouveauté : Il y a cette révolte, mais il y a aussi les réunions des parents d'élèves, plus les réunions de quartier que nous avons tenues dans la dernière période ; cela donne confiance.

#### Fatima B. :

Pour prendre l'exemple de notre association de parents d'élèves, UNISCHOOL, nous les parents, nous pouvons nous y exprimer librement ; dans les réunions, les langues se délient. Il y a beaucoup d'associations, mais en général ils prennent la parole à la place des habitants, alors que nous, on se retrouve, parents et habitants, à égalité, et on se sent forcément plus en confiance.

#### Fatima :

Du fait qu'on habite le quartier, les gens ne nous ressentent pas comme une association. Ils ont plutôt l'impression d'être chez eux, ils arrivent mieux à discuter, ils se lâchent. Par exemple, on a beaucoup discuté des enfants, des questions d'éducation, pas seulement dans l'école, mais aussi à l'extérieur. Mais il n'y a pas de jugement, on cherche ensemble, on échange.

#### Brigitte :

Il y a aussi tout ce que vous mettez en place pour permettre aux parents de comprendre ce qui se passe : par exemple, tout le travail en liaison avec les instituteurs sur les nouveaux programmes, les mobilisations que vous avez menées pour la réouverture de l'école du Lac, les réunions-débats mensuelles, les permanences hebdomadaires. On sent des lignes de direction, une réflexion collective qui s'élabore et se pratique.

#### Marcel :

C'est vrai que les parents viennent chez nous dans un rapport particulier. Ce n'est pas la logique associative classique, et dans ce sens, on peut dire effectivement qu'UNISCHOOL n'est pas une association au sens où c'est une logique organisée, c'est ensemble qu'on fait.

Ce n'est pas une association classique, parce qu'on y est tous à égalité, il n'y a pas comme ailleurs le chef et les adhérents.

*Suite en page 4*

Un autre point important, et dont on commence à sentir les effets, c'est le fait qu'on a tenu dans la durée : combien de permanences on a faites où on était 1 ou 2 ? Mais on a eu raison de continuer, de ne pas désespérer et de tenir ce qu'on a commencé. On a mis 6 ans à mettre les choses en place avant d'arriver à le formaliser, mais ça commence vraiment à fonctionner.

### « ambition réussite » : une politique de l'humiliation

#### fatima B :

Ce n'était pas évident de faire venir les parents à l'école. En général, ils font confiance au système. Ça ne veut pas dire qu'ils se désintéressent de la scolarité de leurs enfants, mais ils pensent que ce n'est pas pour eux, ils n'y ont pas de place.

#### Marcel :

Beaucoup de parents pensent qu'ils n'ont pas les clés pour discuter. Quelque chose me frappe : à l'école, dans les conseils d'école, il y a beaucoup de mamans, mais dès qu'on passe au collège, ce sont des pères. Je l'interprète comme le sentiment que ça devient sérieux, et donc que c'est l'affaire des hommes.

#### Natacha :

Est-ce que c'est lié au fait que les mamans portent le foulard ?

Par exemple, à Paris, les mères qui portent le foulard sont interdites de sorties scolaires etc... L'institution leur signifie clairement qu'elles n'ont pas leur place à l'école.

#### Fatima B :

Non, ici, nous n'avons pas ce problème : foulard ou pas, les mamans participent si elles le souhaitent, il n'y a jamais eu de problème avec les instituteurs.

Par contre, en ville, je ne sais pas. Pour le collège, je pense que c'est ici, à Reynerie que ça se passe comme ça, car dans le collège de ma fille, c'est surtout des mamans.

#### Marcel :

C'est vrai que Reynerie est connu comme « le collège des arabes » ; les principaux y sont en mission pour redresser la situation. La discipline est très dure. L'administration ne laisse rien passer et va même parfois très loin : par exemple, il y a eu des "explosifs" dans le collège, rien de grave, mais c'était dangereux, il fallait sanctionner. La police a enquêté, c'est en cours.

Mais sans attendre les résultats, l'administration a

désigné un coupable qui passe en conseil de discipline.

Je ne sais pas si c'est lui, mais la démarche, condamner sans preuve, me heurte. Pour les parents comme pour les élèves, c'est vécu comme une injustice.

#### Brigitte :

Il faut absolument qu'on creuse cette question du collège, parce qu'on voit bien qu'il s'y joue des choses très importantes, qui ont à voir avec l'humiliation. Aux réunions de quartier, des pères s'interrogeaient sur comment impliquer les parents dans la scolarité des enfants.

Ce type de dérive que tu signales, c'est anormal. Surtout qu'on connaît des enseignants, dont certains d'ailleurs étaient à une réunion de quartier, on sait qu'il y a des gens vraiment sincères parmi eux.

Par exemple, c'est quand même un collège qui s'est mis en grève pour exiger la régularisation d'un ancien élève et de sa famille. Le jeune était au lycée, mais le personnel s'est mis en grève sur le principe. Au point que le collège a été fermé. Et je pense que cette mobilisation a compté pour la régularisation de la famille.

Mais beaucoup de gens, et c'est aussi un courant fort dans l'éducation nationale, commencent à voir les jeunes comme des ennemis. Souvent les parents des enfants qui posent problème sont aussi pensés comme les ennemis.

De ce point de vue-là, une affirmation est sortie des réunions : **La jeunesse du quartier est la jeunesse du pays**, pas seule, bien sûr, mais les jeunes du quartier eux aussi sont l'avenir du pays.

Actuellement, ce n'est pas du tout vécu ainsi, y compris par les jeunes eux-mêmes. Ils sont plutôt vécus comme une jeunesse à exclure. C'est très important de travailler cette affirmation en positif, car si on se convainc de ça, on se convainc aussi qu'on n'a pas à supporter un certain nombre de choses, et en particulier l'humiliation.

#### Fatima B :

Je reviens sur ce qu'ils appellent « L'aide à la parentalité ». Je trouve positif que des parents se rencontrent, échangent entre eux sur l'école, sur l'éducation des enfants. Pour moi, c'est l'idée du café des parents, où ça se passe dans une certaine convivialité. Il faut les multiplier à mon avis pour accroître l'engagement des parents. On y travaille.

Mais « l'aide à la parentalité », c'est autre chose, que je n'aime pas du tout. Je suis allée à la première réunion au collège, et j'ai été très choquée : il s'est dit des choses comme : « *Il ne faut pas parler arabe*

Suite en page 5

à la maison, c'est très dangereux pour la scolarité de votre enfant ». C'est aberrant.

Avec ce genre de réflexion, on fait croire à des collégiens que leur nationalité, leur culture, leur langue ou celles de leurs parents posent un problème ! C'est très déstabilisant pour l'enfant.

De plus, on sait très bien que c'est faux. Il y a eu plusieurs études là-dessus : le bilinguisme n'est pas du tout un problème pour la scolarité, ça ne peut être qu'un plus pour l'enfant. C'est au contraire quand les parents, croyant bien faire, s'efforcent de parler à la maison une langue qu'ils ne maîtrisent pas, que ça pose problème.

Ca m'a vraiment choquée. Il n'y a pas de sous langue, c'est du non sens. La France est un des rares pays de monolinguisme, dans la plupart des pays, les gens parlent plusieurs langues.

Je suis persuadée que si nous avions été des parents anglophones, on ne nous aurait pas fait cette remarque.

Zoubida :

Ca veut dire qu'il y a les supérieurs et les inférieurs.

Fatima B :

J'ai eu le sentiment d'être infériorisée, infantilisée. J'étais très en colère. Même dans la disposition, les camps étaient marqués : d'un côté les parents, de l'autre les professeurs qui nous faisaient la leçon. C'était vraiment le champ lexical de la guerre. La Principale nous posait des questions sur le quartier. Les parents ne comprenaient pas pourquoi ils étaient là. On ne parlait pas des enfants, elle ne parlait que de violence : on ne se sentait pas au collège, mais en prison.

Vous imaginez ce que les parents ont pu entendre ? Cela venait de la Principale et des profs, de ceux qui savent, et c'était dit devant les enfants. C'était vraiment humiliant.

Comment voulez-vous qu'après les mamans n'aient pas du mal à prendre la parole ? Beaucoup ont peur de se faire humilier.

Fatima A :

Beaucoup de mamans ont peur d'aller au collège et de ne pas savoir dire les choses. Elles me demandent de les accompagner. C'est peut-être aussi pour ça que dans ce collège, les parents délégués sont surtout des hommes ?

Zoubida :

On a le droit d'être différent. Maintenant, l'Etat veut toujours nous dire comment vivre. Il entre vraiment dans la vie des gens, jusqu'à vouloir surveiller la façon dont les parents parlent à leurs enfants !

Fatima B :

Il y avait une enseignante en particulier, je pense qu'elle ne se rendait pas compte de la façon dont nous, les parents, recevions son discours. Elle nous expliquait qu'elle aurait très bien pu aller enseigner à Fermat (lycée réputé de Toulouse), mais qu'elle était venue à Reynerie. Qu'est-ce qu'elle voulait dire ? Pourquoi nous dire ça ? Je l'ai compris comme un acte charitable, une missionnaire chez les sauvages.

Les parents étaient très mal à l'aise, elle alimentait l'idée que ce n'est pas un collège comme les autres.

Brigitte :

Ton exemple est très important, car c'est exactement le débat qu'on a avec les gens de RESF par exemple. C'est le contraire de l'amitié politique, c'est les gens qui partent d'eux, et pas de principes pour tous. Je suis persuadée que cette prof n'est pas consciente qu'elle participe d'humilier les parents et les enfants.

Ca va avec « l'Ambition Réussite » au sens où c'est une façon de dire aux parents : « Avec tout ce qu'on a fait pour vos enfants, s'ils n'y arrivent pas, c'est qu'ils ne peuvent pas ». C'est d'une grande violence pour les parents et pour l'enfant, parce que lui aussi intègre ça : « Si je n'y arrive pas, c'est que je suis trop nul ». Certains se radicalisent, se révoltent, et c'est sain. Parce que les autres retournent la violence contre eux. C'est aussi pour ça que lors des émeutes, ils s'en prennent à l'école ou à la bibliothèque. L'humiliation n'est pas que dans la police. « Ambition réussite », ça dit clairement les places : tu réussis, tu vas à Fermat. Sinon, tu restes ici et tu es un raté.

Nous, on dit non . On est les mêmes, il n'y a pas les inférieurs et les supérieurs, et notre place, on se la choisit. On peut être blanc et choisir de mettre ses enfants au collège Reynerie, par exemple. De ce point de vue, notre proposition d'amitié politique est une réponse, parce qu'elle exige l'égalité à la base, et qu'elle oblige à casser les murs entre les gens, y compris les murs qui sont dans les têtes.

Fatima :

Oui, beaucoup de parents ressentent ce mépris et essaient de donner une chance à leurs enfants en les inscrivant dans un autre collège, même privé.

Marcel :

Nous avons lancé un questionnaire auprès de parents du quartier pour savoir pourquoi, à l'entrée au collège, ils mettent leurs enfants ailleurs. On ne pose pas la question comme ça, on discute avant, de façon à obtenir une réponse qui soit vraie, et non

*Suite en page 6*

formatée.

Sur 16 questionnaires dépouillés pour l'instant, 1 a mis sa fille ailleurs parce qu'elle voulait apprendre l'arabe, une autre a voulu changer son enfant très influençable et 14 disent avoir voulu sortir leurs enfants du quartier, pour qu'ils ne soient pas étiquetés « Reynerie ».

Les gens reconnaissent le travail des enseignants, et savent qu'il y a beaucoup de moyens ici, les conditions sont très bonnes, mais ils ne veulent pas que l'image du quartier colle à leurs enfants.

Parmi les réponses qui arrivent maintenant, plusieurs disent ne pas se sentir respectés par la direction, ne se sentent pas en confiance, et se plaignent du mépris de l'administration.

Jean-Louis :

Cette politique vise à obtenir l'adhésion des gens, à leur faire intégrer qu'il y a les pauvres et les riches et que chacun doit rester à sa place. C'est le mépris du pauvre, justifié par le « mérite », entériné par la loi, la police, les institutions. Il s'agit de faire accepter la coupure aux gens, qu'ils y adhèrent.

Fatima :

Cette politique, on la retrouve dans tous les aspects de la vie : par exemple, j'ai été à l'OPAC (office HLM) pour demander un logement plus grand. Hé bien la dame qui m'a reçue m'a seulement dit : « *Soyez heureuse d'avoir un T3, il y a des gens qui n'ont rien.* » Pourquoi me dit-elle ça ? Si j'ai un T4, ça ne mettra pas quelqu'un à la rue ! j'aurais dû lui demander combien de pièces elle avait. C'était une façon de me dire : « *Restez à votre place, et dites merci.* »

## **FAIRE SE RENCONTRER LES 2 PARTIES DU PEUPLE :**

Jean-Louis :

Je pense que l'Etat a une crainte réelle de ce qui peut arriver. Sa tendance est d'abandonner ce qu'il assurait auparavant : la santé, l'école, un minimum de paix civile. Ils procèdent par touches, pour voir comment les gens vont réagir. La Guadeloupe montre que ce n'est pas toujours gagné pour eux : quand les gens s'organisent, ils reculent.

Natacha :

Quand un Etat qui était pour tout le monde, qui était une conquête, n'est plus pour tous mais pour les très riches, ce que les gens appellent le « bling-bling », il se retire de ce qu'il était supposé faire, (santé, éducation). On retrouve ce qu'on pourrait appeler des classes, les riches et les pauvres. Assez peu de riches, comme dans les temps très arriérés,

mais ce n'est pas du féodalisme, c'est nouveau.

C'est l'idée d'un Etat sans peuple : le peuple devient inutile, mais il ne faut pas qu'il se révolte, d'où la brutalité policière contre lui.

Vous ne pouvez pas imaginer ce que l'état a peur des gens, peur du peuple, car il connaît l'histoire. Il sait que le peuple debout est invincible. L'état a peur que les gens se révoltent, donc il faut les contrôler : d'abord les quartiers, de façon visible avec la police, puis dans tous les aspects de leur vie. Pour cela, l'Etat invente quantité de choses, comme le mariage blanc par exemple : pour la 1ère fois, l'Etat, pas quelqu'un de ta famille, pas un proche, l'Etat, va te dire qui épouser. Il y a un aspect public dans notre vie, ce qu'on doit à tous, et un côté privé. L'état s'immisce dans le privé pour contrôler les gens.

Ici vous êtes des pionniers, on n'a pas beaucoup rencontré de gens comme vous. En général, dans les quartiers, les gens sont atomisés. Ici, vous êtes organisés. Pour nous c'est très intéressant.

Je ne sais pas si le sarkozysme continuera comme ça. Il y a 2 choses sur lesquelles il ne lâche pas : les sans-papiers, qu'il persécute épouvantablement. A Paris, il s'attaque à leurs logements pour empêcher la solidarité entre les résidents et les sans-papiers. L'autre point, c'est la police dans les quartiers. A Paris, les gens sont harcelés par une armée. Bien sûr qu'il y a des émeutes, mais la police tue leurs enfants.

Fatima B. :

On parle toujours de violence mais d'un seul côté.

Brigitte :

Un axe important, un objectif auquel on travaille, c'est comment faire se rencontrer les 2 parties du peuple, se faire rencontre politiquement la jeunesse des quartiers et la jeunesse étudiante. Le point de crispation n'est pas vraiment du côté des étudiants, il vient plutôt des jeunes du quartier, qui ne savent pas s'ils vont pouvoir s'entendre.

Zoubida :

On a toujours montré à leurs parents qu'ils en sont pas d'ici, les parents l'ont transmis à leurs enfants, qui ont du mal à communiquer avec les autres.

Catherine :

A la fac de St-Denis, en 2005, c'était l'inverse : une assistante sociale de la cité des Francs-Moisins est venue en AG de philo demander de l'aide, j'ai proposé une manif de la fac vers le quartier, mais ils ont choisi d'aller à l'Assemblée Nationale. A Paris 8, un étudiant a répondu à un jeune qui leur

*Suite en page 7*

demandait de venir débattre dans son quartier : « *Moi, je ne mettrai jamais les pieds dans les cités, on n'est pas du même monde.* »

Jean-Louis

C'est la question, celle des murs.

Brigitte :

Il y a des avancées. Par exemple, au moment du CPE, on était intervenus sur l'importance de prendre en compte la loi CESEDA dans la lutte contre la précarité et de se lier au quartier. Les étudiants à plusieurs reprises ont choisi de venir en manif de la fac pour prendre le métro à Reynerie et aller à la manif en ville. L'an dernier, pendant les "Journées de Mai" qu'on a organisées, des étudiants et une prof de la fac sont venus à un rassemblement sur le quartier.

Jean-Louis :

Sur la ville, c'est une idée qui avance, l'idée qu'on est les mêmes, qu'il y a un seul peuple, une seule jeunesse. Si on gagne là-dessus, si on arrive à faire se rencontrer politiquement les jeunes des quartiers et les jeunes étudiants, on aura bien avancé dans la construction de l'amitié politique, dans la construction d'un pays pour tous.

*Propos recueillis par Brigitte*

---

## ***L'expulsion est une politique contre le pays.***

L'expulsion est une politique qui n'est pas pour le pays. Le pays a besoin des gens qui vivent ici.

Dans le slogan des 26 000 expulsions, ce qui est essentiel, c'est le chiffre, pas les gens.

La loi CESEDA est l'instrument de cette politique-là. Pourquoi l'Etat sépare-t-il les époux ? Pourquoi détruit-il les familles ? Pourquoi empêche-t-il les ouvriers de travailler ? L'expulsion est une politique qui rentre dans la vie des gens. L'état décide de la vie des gens ; est-ce normal ?

### ***L'expulsion touche tout le monde, de près ou de loin.***

Nous, les ouvriers sans-papiers, nous sommes la première marche. Si l'état veut mettre quelque chose en place contre tout le monde, pour enlever les droits, pour faire baisser la tête, il commence par nous.

L'expulsion, c'est une façon de dire que l'état peut te rayer, te faire disparaître, c'est lui qui décide. C'est comme le licenciement : ils expulsent les ouvriers de l'usine, mais les gens veulent travailler, ils ne veulent pas sortir.

L'expulsion, c'est pour montrer que l'ouvrier ne compte pas. Pas seulement nous les sans-papiers, tous les ouvriers et leurs familles aussi. Ils vont jusque sur le chantier enlever l'ouvrier et le faire disparaître. Là où tu es, tu n'existes pas.

L'état donne sa valeur au patron qui fait comme il veut : les patrons cherchent à écraser les gens, à les pousser au suicide, à la folie, à la démission. Comment se battre pour être respecté si on laisse humilier les gens à côté de soi ?

### ***L'économie ne peut pas expliquer le politique.***

Les sans-papiers sont des ouvriers sans droits. Dépouiller l'ouvrier de sa qualité d'ouvrier pour le mener à la situation de « clandestin », c'est une volonté politique. Dans l'imaginaire, « clandestin » est un terme qui fait peur, il désigne quelqu'un qui peut nous nuire, et qu'il faut éliminer, repousser. Sarkozy et sa bande prétendent protéger les « français » contre un ennemi intérieur. Ils persécutent les gens pour le « bien » des autres. Ce sont des catégories politiques créées de toutes pièces : les « français » et les « immigrés ». Il n'y a rien de réel là-dedans.

Dans la politique parlementaire, les problèmes de la crise, du travail, du logement, sont toujours dus aux étrangers. La gauche et la droite jouent sur la concurrence, ils cherchent à entrer dans le cerveau des gens qui finissent par se dire : « Peut-être que c'est vrai ? » .

Ce n'est pas les ouvriers sans-papiers qui provoquent le chômage. En vérité, il y a beaucoup

*Suite en page 8*

de travail. C'est pareil à chaque préparation des élections, la droite et la gauche nous remettent ça. Ils jouent sur le point faible des gens, c'est ça une politique contre le peuple.

### ***Nous on propose une autre politique, une politique pour le peuple :***

On est la première marche, mais de quel escalier ? On a choisi d'être la première marche d'un pays pour tous, où chaque personne compte, où l'ouvrier et son travail comptent.

La bourgeoisie ne vit pas dans la réalité, le réel de la vie des gens, c'est le travail dur. « Ouvrier », c'est celui qui a un travail dur. Nous, les ouvriers, on ne travaille pas seulement pour nous, on fait des choses utiles pour tout le pays. Notre travail est bien fait, il se voit, et il restera longtemps après nous.

Si l'ouvrier est écrasé, qui va lever la tête ? Si l'ouvrier est respecté, tout le monde est respecté. La rafle, c'est le manque de respect de l'ouvrier.

Sur le chantier, quand les ouvriers savent qu'un autre est sans-papiers, ils le voient travailler, ils ne

comprennent pas. Ils disent : « Pourquoi ne pas lui donner les papiers, le faire travailler avec ses droits ? »

Pendant nos « Journées de Mai » l'an dernier, on a fait des arrêts de travail pour discuter des contrôles sur les chantiers. Quand la police va sur le chantier chercher un ouvrier, ils contrôlent tout le monde, tous les ouvriers sont maltraités à ce moment-là, même les français. C'est l'humiliation générale, que tout le monde vit. Alors que les gens travaillent, ils sont traités comme des criminels. On discute avec les gens des autres métiers, on échange et on parle politique. Des français disent : « Je suis comme vous, on est tous ouvriers ». On travaille ensemble, il y a du respect entre nous. On est les mêmes, c'est un point très important, parce que l'expulsion, c'est pour séparer les gens, les mettre en guerre.

Nous, on veut le pays pour tous. On veut l'égalité, on veut le respect et les droits pour tous. On se bat pour ça. Toujours.

*Déclaration du Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis*

---

### ***Prochains Rendez-Vous :***

***Intervention Publique du Rassemblement contre la politique de l'expulsion, samedi 18 Avril, 15h, Place du Capitole.***

***Débat sur la loi CESEDA et projection d'un film : le 25 avril, à 15h, la Ligue des Droits de l'Homme de Narbonne invite le Rassemblement.***

(Au 27 Avenue de Lattre de Tassigny 11100 Narbonne)

---

### **POUR NOUS RENCONTRER :**

LE RASSEMBLEMENT TIENT DES PERMANENCES JURIDIQUES TOUS LES LUNDIS, DE 17H00 À 19H00

NOUS SOMMES PRÉSENTS TOUS LES DIMANCHES AU MARCHÉ SAINT-SERNIN, DE 11H00 À 12H00

DES RÉUNIONS RÉGULIÈRES SE TIENNENT LE SAMEDI À 18H00, LE MERCREDI ET LE JEUDI A 18H30, À

REYNERIE ET CENTRE VILLE

POUR PLUS D'INFO NOUS JOINDRE AU : **06-13-06-94-62**

OU NOUS ÉCRIRE À L'ADRESSE E-MAIL : **OUVRIERSGENSDICI@FREE.FR**

SUR INTERNET RETROUVEZ NOUS SUR : **HTTP://OUVRIERSGENSDICI.FREE.FR**

---

### **SOMMAIRE :**

***Editorial : De nouveaux chemins pour une politique du côté des gens sont possibles, pour ici et maintenant, page 1***

***Quartiers populaires, police, école : discussion autour d'un autre possible, PAGE 2***

***L'expulsion est une politique contre le pays , PAGE 7***

***Prochains rendez-vous, PAGE 8***